

SPECIAL PRESIDENTIELLE

n° 618 — Semaine du 11 au 17 mai 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié



Tribune

socialiste

**LE
GISCARD
NE
PASSERA
PAS!**



JORGE

le choix est clair

Les résultats du 1er tour des élections présidentielles marquent deux phénomènes essentiels :

1 - une forte poussée de la gauche autour de François Mitterrand qui est défini comme le candidat unique du courant du programme commun et du courant du socialisme autogestionnaire ;

2 - la déroute du gaullisme que le score de Chaban-Delmas exprime avec une particulière netteté ;

Giscard d'Estaing a joué sur l'ambiguïté qui lui a permis de se présenter à la fois comme au-dedans et au-dehors de l'ancienne majorité. Il vient pour la deuxième fois et sans doute définitivement de renvoyer le gaullisme à Colombey.

Il est indiscutablement le représentant de la bourgeoisie possédante et de l'extrême-droite.

Son élection ne pourrait signifier que l'aggravation de la politique qui pèse actuellement sur les travailleurs et l'ensemble de la population de ce pays.

Le choix est donc clair : le P.S.U., qui se bat dans l'unité populaire pour le socialisme autogestionnaire, appelle tous ceux qui aspirent à un réel changement, en particulier toute une partie de la classe ouvrière et du peuple qui a été entraînée par le mythe gaulliste, toutes les voix qui se sont portées sur les candidatures d'extrême-gauche, à se rassembler au 2e tour sur la candidature de François Mitterrand.

La victoire du candidat unique de la gauche permettra que s'exprime l'espérance des travailleurs et pourra ouvrir les conditions de sa réalisation et d'avancer vers le socialisme.

**Communiqué du Bureau national du PSU
6 mai 1974**

BON A RETOURNER A

LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669 508.06.60

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je suis intéressé par :
.....

CIRCUITS

à la découverte de l'ALBANIE
2 semaines 1500 F

L'INDE DU SUD ET CEYLAN
23 jours 3290 F

SEJOURS FAMILIAUX

Maison familiale dans les Vosges
en YOUGOSLAVIE

En avion : Ile de KRK, SIBENIK
15 jours de 825 à 1205 F
Iles de CRES et de PAG
2 semaines à partir de 500 F

CHEVAL

LA PROVENCE 15 jours : 600 F
LE MORVAN : week-end toute
l'année 250 F
1 semaine (22/6 au 27/9) 720 F
Roulotte en IRLANDE :
à partir de 525 F

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR

ARVEL

au service des Familles et des Jeunes

- YOUGOSLAVIE
2 sem. bord de mer - Séjour seul 500 F.
2 sem. bord de mer - en avion 795 F.
- TUNISIE
Circuit de 2 semaines 1.275 F.
- TURQUIE DE L'EST
Circuit de 3 semaines 1.695 F.
- MEXIQUE
Vol seul avec ou sans location de voiture
● Circuits de découverte.
- ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?
Festival de Tabarka (Tunisie)
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris (860 F. -
910 - 960 F.)

ARVEL, 12A, Boulevard des Brotteaux - 69006 Luon
Tél. (78) 52.56.48

Guy Nania

Docteur ès Sciences
Politiques

LE P.S.U. AVANT ROGARD

Présentation de

Jean Poperen

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste

Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux

EDITIONS ROBLLOT

8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS

C.C.P. La Source 31-888-50

tribune
socialiste

Directeur politique : Gérard FE-
RAN.
Rédacteur en chef : Bernard
LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard
BOREL.
Collectif de rédaction : Robert
DESTOT - Jacques FERLUS - Jac-
ques GALLUS - Gilbert HERCET -
Jean-François MERLE - Jean
VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32,
rue Le Peletier - 75009 PARIS.
Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean
LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

LAURENT THEIS / PHILIPPE RATTE

LA GUERRE D'ALGERIE

ou le temps des méprises

De Beuve-Méry à Alain de Sérigny
de Vidal-Naquet à Jacques Soustelle
15 témoins
de toutes tendances confrontent leur vérité

mame

les conditions de la victoire

La bourgeoisie règle ses comptes. De Gaulle avait payé, un an après, le mouvement de Mai 68. Chaban-Delmas vient de payer le mouvement social de ces dernières années ; il vient de payer Lip en somme : le comble, c'est que le bénéficiaire est un des principaux responsables de la politique contre laquelle se sont mobilisés les travailleurs ! Etrange habileté de la droite (elle connaît les ficelles, c'est elle qui les a montées !). Entamée sous Pompidou — qu'on se souvienne du référendum sur l'Europe en 1972 qui choisissait déjà Lecanuet contre Debré —, la liquidation du gaullisme arrive maintenant à son terme : les barons viennent manger dans la main de leur vainqueur.

un « ordre nouveau »

La bourgeoisie sait bien qu'en effet il n'y a pas de troisième voie. Elle a une manière bien à elle de mener la lutte des classes et l'on sait qu'elle n'hésite pas devant les moyens, acceptant le compromis s'il est à son avantage, plongeant un pays dans le sang si elle peut ainsi sauver sa mise. Contrainte de jeter le masque gaulliste, la bourgeoisie s'efforce maintenant de prendre le masque libéral, mais derrière le prince Poniatowski se cache le gendarme Marcellin, toujours prêt à servir un « ordre nouveau »...

Sur le terrain politique néanmoins, les choses sont plus claires : le gaullisme et le centre une fois disparus, il reste en présence la gauche et la droite et les élections présidentielles sont ainsi devenues le reflet — bien pâle et bien médiocre, mais reflet tout de même — de l'affrontement des classes dans notre pays. C'est pourquoi ceux qui veulent bâtir le socialisme, libérer l'homme de l'exploitation et de l'oppression, devraient et doivent encore choisir nettement leur camp.

Au-delà des hommes, Giscard-Mitterrand, ce sont en effet des forces sociales qui s'affrontent, avec toutes leurs contradictions. A travers Giscard tendent à

s'unir les maîtres du jeu, les tenants de la domination, les hommes du grand capital et puis tous ceux qu'ils tiennent à leur botte : petits et moyens capitalistes accrochés au système, serviteurs zélés qui espèrent tirer bénéfice de leur soumission, soldats des nouvelles mafias. A leurs côtés, des « libéraux » qui croient défendre la liberté de l'homme en garantissant les droits des exploités, des profiteurs, des administrateurs aveugles ou des idéologues de service : ceux-là qui poussent des cris d'orfraie devant l'épouvantail communiste, mais oublient de regarder le visage — bien réel — de ceux qui l'agitent : il est vrai que ceux-là aiment à se couvrir de la cagoule.

Cette solidarité de classe contraint Mitterrand à en exprimer une autre : la gauche qui le soutient a ses contradictions. On y voit côte à côte la gauche ancienne dont les combats n'ont pas toujours été glorieux — c'est le moins qu'on puisse dire ! — et la gauche nouvelle qui a puisé son énergie dans Mai 68, s'est reconnue dans le mouvement de Lip et fait couler dans toute la société le sang neuf des révoltes créatrices. On y voit ceux qui entendent intensifier le développement actuel, occuper l'Etat actuel au service des travailleurs, et ceux qui veulent changer le développement, changer le pouvoir dans leur nature, leurs formes, leurs orientations, en mobilisant les travailleurs à cette fin. Les premiers se reconnaissent dans le Programme commun, les seconds dans le socialisme autogestionnaire.

unité de classe

En se donnant entre eux les coups les plus durs, en cherchant à s'éliminer ou en se bouchant les yeux pour ne pas reconnaître l'existence de l'autre, les grands courants de ce mouvement ouvrier socialiste faciliteraient la victoire de leur adversaire commun, la bourgeoisie. En s'unissant, en faisant front commun contre lui, ils peuvent au contraire révéler ses contradictions, monter ses faiblesses, redonner aux travailleurs la conscience de leur force.

Loin d'affaiblir le combat ouvrier, les contradictions entre le Programme commun et le socialisme autogestionnaire peuvent lui donner toute sa force politique et sociale. La gauche ne peut triompher par les institutions bourgeoises ; elle peut obtenir des victoires, en utilisant les faiblesses et les contradictions que confrontent ces institutions (par exemple le système présidentiel), qui lui permettront de franchir de nouvelles étapes dans les liaisons entre les luttes sociales et l'action politique. Il n'est pas possible d'avancer vers le socialisme si les travailleurs, si les masses n'entrent pas en mouvement sur une base offensive et dans une unité de classe : c'est pourquoi un succès électoral a besoin de la mobilisation populaire pour être confirmé et consolidé.

à Chamallières

Il n'est pas possible non plus d'avancer vers le socialisme si les courants qui sont effectivement inscrits dans le combat de classe ne fournissent pas, à leur niveau, et notamment au niveau du pouvoir d'état, les moyens d'une action politique capable de résister à la pression capitaliste, de libérer des forces nouvelles, d'ouvrir la voie au socialisme. En s'affirmant sur leurs propres positions, dans l'unité populaire, les forces du Programme commun et du socialisme autogestionnaire se renforcent et s'activent les unes les autres au service du combat commun, de la victoire commune.

Tel est l'enjeu du deuxième tour : l'issue dépend pour une grande part de notre capacité à exprimer la force du courant socialiste autogestionnaire dans l'unité populaire. Elle dépend aussi de la volonté des organisations du Programme commun : accepteront-elles que le combat soit réellement mené en commun ? Si cette volonté s'affirme, si notre capacité se manifeste, alors l'espoir est permis : le 19 mai, nous réglerons son compte à la droite. Giscard a renvoyé Chaban-Delmas à Colombey, nous renverrons Giscard à Chamallières.

Robert CHAPUIS

EN VENTE A SYROS

- **EN SOUSCRIPTION** : 13 F au lieu de 18 — la militarisation des pompiers s'accélère, comment, pourquoi : « **L'enfer des pompiers** » par Jean-Jacques Lubrina
 - la brochure « Chili, 1970 - 1973, un peuple en lutte » est parue - 8 F franco
 - **RATEAU, c'est gagné**, brochure réalisée par la section CFDT - sur place 4 F - franco 4 F 50.
 - **CRITIQUE SOCIALISTE** - n° 17 « Chili - Lip » (8 F).
- toutes commandes : Editions Syros 9 rue Borromée - 75015 Paris - CCP : Paris 19.706.27.

CALENDRIER

- du 17 au 24 mai, à Cannes : **semaine du film politique** (cinéma Le Lido, boulevard de la République)
 - vendredi 17 : **cinéma et culture dans le socialisme**, avec Robert Chapuis.
 - samedi 18 : **peuples en lutte** (Vietnam, Palestine, Amérique Latine...) avec des représentants du GRP, Vietnam
 - dimanche 19 : **résultat des élections...** et après ?
 - lundi 20 : **armée, police, répression**
 - mardi 21 : **travailleurs immigrés**
 - mercredi 22 : **Chili**
 - jeudi 23 : **les femmes**, avec Irène Charamande
 - vendredi 23 : **contrôle et autogestion**, avec Charles Piaget (projections des films : **Nada, Aux urnes citoyens, Le Charbonnier, Attica, Quand le peuple s'éveille, Lip**)
- Contacts** : Henri Rossi — 14 rue de Suffren — 06400 — Cannes
- **jeudi 16 mai, 20 h 30** — Nice : Théâtre municipal du Vieux Nice, rue St Joseph : **meeting PSU** avec Robert Chapuis et Charles Piaget.



du tréfonds des urnes

premiers éléments d'analyse

On peut disserter en longues pages sur ce premier tour ; il faut pourtant prendre conscience que ce n'est pas le tour décisif, et qu'il n'a pas été considéré comme décisif par les électeurs. Le conflit droite-gauche s'est exprimé, bien sûr, et les réalités de classes ont eu une traduction électorale massive.

Mais l'habitude fortement ancrée des « deux tours », l'insistance mise par certains candidats sur la différence (Krivine et Arlette Laguiller disant qu'il fallait « lancer un avertissement au premier tour », Chaban insistant sur l'enjeu du premier tour comme primaire de la majorité, etc) ont introduit dans l'électorat des réflexes de « double détente » qui — au soir du 19 mai — paraîtront finalement assez contingents. Les conclusions à tirer sur l'évolution des diverses couches sociales et sur le reclassement des anciens électeurs, sont donc provisoires et fragiles.

C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne le score global de la gauche. Certes, on peut déjà noter des phénomènes qui ne permettent pas de dire dès à présent où s'arrête l'électorat de gauche. Faut-il y inclure tout l'électorat de Krivine et d'Arlette Laguiller ? Faut-il compter tous les partisans de Dumont dans « la gauche » ? On ne peut avoir de réponse précise avant le deuxième tour.

Cela explique les querelles un peu enfantines sur « les pertes à gauche ». Il y avait en 1973, au premier tour, environ 45,7 % de voix de gauche : PC 21,3, UGSD 20,7%, PSU+ext. gauche 3,3% : et une partie des « divers gauche » définis par Marcellin, qu'il faut évaluer à 0,4 %. Si l'on compare à cela pour 1974 Mitterrand

plus Krivine et Laguiller, cela donne 46,1 % soit + 0,4 % ; et si l'on ajoutait Dumont, cela ferait 47,4 % soit + 1,7 %. Si on exclut l'extrême gauche et qu'on fait la comparaison PC-PSU-UGSD en 73, avec Mitterrand en 74, cela fait — 0,9 % environ. Laquelle de ces trois évaluations est juste ? Personnes ne peut le dire.

Il y a par contre des différences locales qui sont beaucoup plus importantes, et sur lesquelles les commentaires ont pullulé. Là aussi, c'est en grande partie une question de définition. Si l'on part du postulat que ce sont les voix des législatives qui expriment la « normale » et qu'on résume à partir de cette référence les résultats des présidentielles, il est bien évident qu'à tout coup on obtiendra une baisse de la gauche dans les secteurs où elle est la plus forte, et une montée de la gauche là où elle est habituellement écrasée. Pour deux raisons au moins :

a/ la domination électorale d'une circonscription ou d'une région produit des effets cumulatifs : plus on a de voix, plus on détient de mandats et d'influence, et plus on se fait de partisans. D'où une multiplication de voix municipales ou de voix de clientèle, qu'on peut juger de toutes les manières, mais qui n'expriment pas une adhésion politique réelle ;

b/ du fait du mode de scrutin législatif qui oblige les gens à

« voter utile » dans le cadre artificiel d'une circonscription, les partisans d'une tendance à priori minoritaire sont tentés non pas de fixer leurs voix sur un candidat de principe, mais de les utiliser pour arbitrer les conflits entre deux ou plusieurs candidats de la tendance adverse, au profit de celui qui leur apparaît le moins mauvais. C'est ainsi que dans le bassin minier du Pas de Calais — où il est dans la tradition que la gauche obtienne entre 75 et 82 % des voix — les électeurs modérés votent PS pour éliminer le PC (et parfois le contraire comme à Hénin Liétard en 73) ; de même dans des vallées industrielles d'Alsace ou dans les zones rurales pauvres de l'Ouest où, de toute façon, la gauche n'atteint pas 15 %, les voix populaires se porteront sur un candidat centriste qui s'attaque au sortant UDR, ou inversement.

la différence

Il y a donc une réalité électorale simple, et facile à comprendre : plus une tendance dépasse son pourcentage moyen dans un secteur déterminé, moins elle est assurée de conserver cet avantage dans une consultation nationale. C'est d'abord cette réalité qui s'est à nouveau exprimée aux présidentielles. Dans la totalité des 14 départements où la gauche dépassait au premier tour de 1973 les 55 % (soit 10 % de plus que sa moyenne), le total Mitterrand+ extrême gauche est en recul de 3 à 7 % en général. Contrairement à ce qui a été annoncé souvent, cela joue aussi bien dans les départements où le PC est prépondérant dans la gauche (Seine-St-Denis : 62,4 % — 57,6 % ; Gard : 57,8 % — 53,3 %) que dans des départements où PC et PS s'équilibrent (Pas de Calais : 60,5 % — 55,0 % ; Bouche du Rhône : 60,8 % — 54,2 % ; Haute-Vienne : 65,0 % — 57,1 %) et dans des départements où le

PS et les radicaux de gauche sont dominants (Ariège : 65,1 % — 60,4 % ; Lot : 55,8 % — 49,8 % ; Aude : 62,3 % — 59,3 %), la seule exception aisément explicable étant la Nièvre (60,5 % — 59,4 %).

Et c'est par un mouvement exactement symétrique que la gauche réalise une « montée » dans les départements où elle est habituellement la plus minoritaire : dans tous les départements où elle recueillait moins de 35 % en 1973 (il y en avait 12), la gauche progresse de 3 à 7 %, à l'exception de la Mayenne (+ 2 %), avec des pointes dans des départements ruraux et conservateurs comme la Lozère (23,2 % — 34,7 %), l'Orne (28,1 % — 36,2 %) et la Vendée (24,6 % — 30,6 %). Il faut mentionner à part la poussée beaucoup plus significative qui apparaît dans les quatre départements de l'Est industriel (Meurthe et Moselle : 42,5 % — 48,5 % ; Moselle : 33,2 % — 44,6 %, Bas-Rhin : 21,6 % — 32,8 % et Haut-Rhin : 22,7 % — 31,0 %) et qui exprime un mouvement structurel, la poursuite des mutations sociologiques coïncidant avec la fin du mythe gaulliste (Chaban Delmas fait moins de 13,5 % de moyenne sur ces quatre départements).

Le postulat consistant à prendre pour référence les résultats des législatives est donc tout à fait artificiel, car il introduit dans la définition de base des préférences politiques du pays toutes les distorsions qui résultent du scrutin de circonscription. Prenons deux circonscriptions très similaires ; si, en 1973, le PC a présenté dans l'une un maire très implanté et dans l'autre un dirigeant national « parachuté », il aurait fait apparaître une différence de 3 % par exemple. C'est de cela qu'on part ensuite pour dire : dans l'une Mitterrand perd 3 %, dans l'autre il garde toutes les voix de gauche : c'est de la prestidigitation.

En fait, dans toute élection de cette nature se produisent des mouvements de voix très importants, en sens divers, que les analyses par sondages n'arrivent à reconstituer qu'en partie. Au premier tour de cette présidentielle, il est certain que des dizaines ou centaines de milliers de voix du PC ou du PS en 73 se sont portées sur Giscard ou Chaban, et des centaines de milliers de voix URP ont rallié Mitterrand. Ce qui demeure, c'est que pour la première fois dans une élection présidentielle, la gauche réalise dès le premier tour un résultat global très voisin de ses scores aux législatives. Rappelons-nous qu'après les 42 % de 1962, Mitterrand avait fait 32 % en 1965, et après les 40 % de 1968, Duclos, Defferre, Rocard et Krivine avaient totalisé 31 %. Cette fois-ci, on se demande si c'est + 0,5 % ou - 0,5 % : il y a une certaine différence !

Cet électorat de gauche recouvre en très large part les couches populaires salariées les plus nombreuses : plus de 60 % des ouvriers, environ 50 % des employés et cadres moyens. Un fait nouveau, il atteint presque sa moyenne nationale chez les « inactifs » qui recouvrent essentiellement les retraités et les veuves. Cela dit, il faut parler avec prudence de « vote de classe », car si on exprime par là une donnée purement sociologique, elle demeure très partielle : 21 % des ménages ouvriers votent encore pour Giscard et 9 % pour Chaban (chiffre sans doute un peu faible si on le compare aux résultats locaux) ; 38 % des ménages d'agriculteurs votent Giscard et 23 % Chaban ; enfin, n'oublions pas que 57 % des femmes ont encore voté à droite : il n'y a quand même pas 57 % de bourgeoises !

le « ras le bol »

Quelques remarques doivent être faites sur l'électorat de Dumont et d'Arlette Laguiller. Ils s'opposent par bien des traits. Les voix de Dumont semblent comprendre un « fonds commun » de 0,8 à 1 % qui s'apparente à l'extrême gauche (et qui comprend certainement des électeurs PSU) et des « pointes » liées parfois à un contexte local (résultats assez élevés en Alsace et en Savoie) ; il y a quelques indices révélateurs du succès de Dumont chez les intellectuels (Paris Ve et VIe, la plupart des villes universitaires) ; et il y a aussi des gains dans des communes très « résidentielles » qui sont à la fois des concentrations de cadres et ingénieurs et des zones où l'habitat pavillonnaire est menacé : la banlieue nord-ouest de Lyon, Manosque (où habitent de nombreux employés de Cadarache) et en région parisienne, des zones comme St Cloud (3,3 %), Sèvres (3,3 %), Bourg la Reine (3,5 %), Sceux (3,9 %), Marly (3,5 %), etc.

Au contraire, l'électorat d'Arlette Laguiller apparaît comme un vote de protestation venant de travailleurs et de femmes assez isolées politiquement ; il y a une coïncidence assez frappante entre ses zones de forts

pourcentages et les secteurs habituellement affectés d'un abstentionnisme supérieur à la moyenne : Limousin, une partie de l'Auvergne, Berry, etc. C'est un phénomène de « ras le bol » qui a sans doute été facilité par le ton très direct (et la discrétion des références politiques) de sa campagne. Un tel vote a certainement le mérite d'exprimer un mécontentement de secteurs sociaux qui sont mal pris en charge par les formations politiques de la gauche. En particulier, il ne semble pas que le score de la candidate LO représente une « ponction » sur l'électorat communiste habituel : elle fait 4 % dans le Cantal où le PC fait habituellement 18 % ; 3,4 % dans le Jura (PC 17 %) ; alors que dans les Pyrénées Orientales (PC 33 %) elle reste à 1,69 %, ou en Seine-St-Denis à 2,29 % la corrélation est nulle ou négative. Dans ces conditions, et compte tenu de la tonalité, « **contre tous les politiciens de droite et de gauche** » de sa campagne, il n'est pas certain que le report de ses voix soit assuré à Mitterrand.

influencable

L'électorat de Chaban mérite qu'on s'y arrête un instant, ne serait-ce qu'à cause de l'effondrement historique de l'UDR et aussi de son rôle spécifique au deuxième tour. Il semble s'être entièrement « décroché » de l'ancien électorat UDR et majoritaire : très au-dessous de sa moyenne dans des départements de tradition gaulliste comme le Doubs, la Meuse, la Moselle, le Finistère, il trouve au contraire quelque consolation dans des départements qui ont toujours été à la pointe de l'antigaullisme comme le Tarn et Garonne (20,3 %), l'Ariège (17,2 %) ou le Gers (18 %). En fait, son influence régionale a joué à plein en Aquitaine (plus de 28 % de moyenne sur les 5 départements) et, soit par contagion, soit à cause des tonalités républicaines et sociales de sa fin de campagne, s'est étendue sur une large zone du Sud-Ouest allant d'Angoulême à Toulouse où l'UDR n'avait été (sporadiquement) influente que sur le nom de Pompidou. Dans cette région, l'électorat de Chaban a donc un « profil » très différent de celui qu'on attendait généralement : imprégné de traditions radicales souvent rural et âgé, mal encadré par les mouvements gaullistes, il peut subir des influences très variées au second tour.

De surcroît, bien que beaucoup plus faible qu'on ne l'attendait, la persistance d'un certain « gaullisme populaire » se révèle encore par un phénomène assez net : dans certaines zones urbaines où la gauche est forte, Chaban résiste relativement mieux que Giscard. Ainsi, en banlieue parisienne, dans les circonscriptions les plus communistes, Chaban conserve souvent 11 à 13 % alors que Giscard atteint 40 %. Il semble donc y avoir dans l'électorat de Chaban une sorte de médiane de la société politique qui conserve sa place à peu près partout, avec une composante ouvrière et tertiaire non négligeable.

LA MOBILISATION NÉCESSAIRE

Cette mobilisation populaire est d'autant plus nécessaire qu'elle est la condition du maintien-même des représentants de la gauche dans l'Etat. La France connaît depuis des dizaines d'années un type d'affrontements politiques et sociaux qui exclut la possibilité d'une « occupation pacifique » du pouvoir politique et administratif par des partis réformistes, même très prudents, sans contre-attaque immédiate des possédants. L'alternance comme la pratique l'Allemagne Fédérale ou la Grande Bretagne, (le capitalisme trouvant toujours à « s'arranger » avec les sociaux démocrates au pouvoir), n'a pas de racines dans la vie politique française. Quelle que soit la modération de la gauche, elle aura à faire face très rapidement aux menaces directes d'une réaction du capitalisme ; et elle ne pourra y résister victorieusement qu'en coordonnant l'action de ses représentants au gouvernement, et l'organisation de la masse des travailleurs.

Mais cette organisation à la base ne doit pas se tenir sur la défensive, se limiter au soutien d'une action gouvernementale. C'est sur le terrain des luttes, dans les usines et les bureaux, dans la production agricole, dans le logement, la santé etc... que les travailleurs doivent se fixer leurs propres objectifs, conquérir leurs propres droits dans le contrôle et la gestion de leurs affaires. La présence dans les institutions politiques, l'action gouvernementale et administrative seraient un moyen de préparer et d'aider le développement par les couches populaires de leurs propres organes de pouvoir, à la base, sous diverses formes. C'est à ce titre et sous cette condition que le PSU entend y aider.

Pour ces raisons, le mots d'ordre et les axes d'action que nous soumettons au débat parmi les travailleurs constituent des objectifs de mobilisation qui doivent être pris en charge directement par tous les intéressés, qui se réaliseront seulement si une pression populaire s'exerce dans ce sens et si les travailleurs ont la capacité d'établir solidement, dans la démocratie à la base, les pouvoirs et les responsabilités qu'ils doivent conquérir.

Nous pensons que cela est possible. L'enseignement des récentes luttes sociales le prouve.

(Extrait de la brochure : pour la victoire de la gauche. Demain quel socialisme ? Ed. Syros : 3 F)

Qu'en sera-t-il du deuxième tour ? Il n'est pas sensé de faire des pronostics, et l'application aux résultats réels du premier tour de pourcentages de « reports » recueillis par sondages quatre ou cinq jours avant est une opération assez hasardeuse. Rappelons toutefois que si l'on applique la grille suivante, on obtient (en tenant les indécis pour

total de 47,42 %. La déception momentanée qu'on a décelé chez certains militants dimanche soir était donc purement superficielle. Il suffit d'ailleurs de regarder en face : les giscardiens ne pouvaient pas... D'autant qu'il s'est produit un événement vraiment inattendu dans ces élections, c'est le score de la gauche dans les DOM TOM : 37,66 %

		Giscard	Mitterrand	Indécis
1er tour	Chaban	71	12	17
1er tour	Royer	73	13	14
1er tour	Krivine, Laguiller,	0	75	25
1er tour	Dumont Muller, Le Pen,	70	10	20
	divers			nypothèses
Moyenne entre IFOP (2/3 mai) et SOFRES (29-30 avril).				

de futurs abstentionnistes) : 50,8 % pour Mitterrand et 49,2 % pour Giscard.

Ce calcul arbitraire ne donne qu'une indication très fragile, bien sûr ; il vise seulement à montrer que, à l'heure actuelle, tout est possible, en fonction de la campagne. La rumeur un peu mythique sur « la barre à 45 % » se fondait sur une extrême-gauche à 2,5 %, soit un total de 47,5 %. On est arrivé à 43,35 % avec une extrême gauche (Dumont compris) de 4,07 % soit un

pour Mitterrand, 1,09 pour Krivine et Arlette Laguiller. Autrement dit, la totalisation avec les DOM TOM ne fait tomber le pourcentage de la gauche que de 0,12 % alors qu'on pouvait craindre une « décote » de près de 1 %. C'est une évolution considérable, due à la conjonction de la vertu républicaine du Président Poher (qui peut tout de même avoir de bons côtés !) et à la montée des affrontements politiques et sociaux dans ces zones dominées. Elle pèsera lourd au soir du 19 mai.

Alain RICHARD ■

GISCARD:

la poudre aux yeux

Valéry Giscard d'Estaing a mené toute sa campagne électorale du premier tour sur le « changement » qui ne doit être, selon lui, ni le reniement, ni la rupture, mais la relève, et doit faire naître une « nouvelle majorité présidentielle » (des réformateurs à l'extrême-droite en passant par les gaullistes)...

Il eût d'ailleurs été difficile de concevoir une autre attitude. Comment se présenter sérieusement devant les électeurs, face au constat de faillite du pouvoir, et dans la situation de crise économique actuelle, alors qu'on a participé pendant près de douze années à la gestion de l'Etat capitaliste dans sa sphère essentielle — celle de l'économie et des finances — sans tenter de masquer la réalité sous des promesses aussi vagues que fallacieuses ?

Devant les résultats du premier tour — la gauche n'a pas fait le plein de ses voix — il n'est pas inutile de montrer que le « **changement** » préconisé par le candidat du capital financier ne représente pas, comme il le prétend, une démarche « **vers un pays plus ouvert, plus détendu, qui soit un modèle de démocratie, de liberté et de justice** », mais camoufle au contraire, assez grossièrement, une politique d'exploitation renforcée et de répression accrue, tant sur le plan national qu'international, tant en ce qui concerne l'exploitation des travailleurs que l'ordre indispensable pour renforcer cette exploitation.

Sur le devant des podiums de ses meetings électoraux, dans une atmosphère de campagne « **à l'américaine** » entremêlée de fanfares, de « **Chants du Départ** » et de tee-shirts à son effigie, Giscard d'Estaing n'a pas craint de multiplier les promesses sociales : augmentation du niveau de vie, égalité des chances, réduction de l'écart des revenus, sécurité de l'emploi, développement des équipements collectifs. Faisons lui confiance : aucun chapitre du catalogue socialo-électoral n'a été oublié, et les promesses redoubleront lors de la campagne du second tour.

à « visage humain »

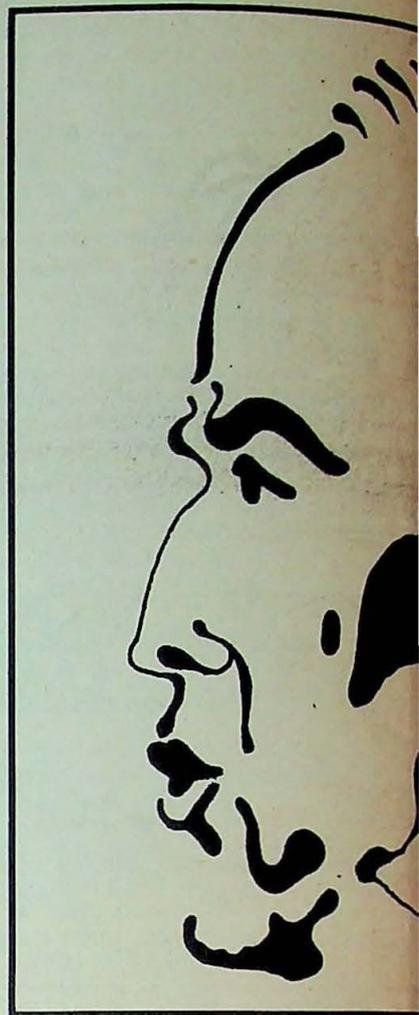
Mais le candidat a dû, tout de même, rassurer ses mandants, et ses propositions sociales « **ne peuvent guère effaroucher un électorat qui comprend la nécessité pour son champion d'attirer à lui, par la séduction et les promesses, la plus grande masse possible d'électeurs** » comme l'a rappelé Alain Terrenoire, député U.D.R.

C'est ainsi que dans certaines interviews à des journaux spécia-

lisés — comme l'hebdomadaire « **Investir** » — ou à public réputé « **modéré** » — comme **La Vie Catholique**, il a jeté le masque. Il est indispensable de rappeler, tout au cours de la campagne du deuxième tour, les principales caractéristiques de ses « options », en contradiction absolue avec ses promesses.

La fiscalité ? Il a déclaré qu'il était hostile à l'accroissement de la charge fiscale et parafiscale et à la majoration de l'impôt sur les sociétés. Il a refusé catégoriquement l'institution d'un impôt sur le capital « **conçu comme un instrument de transformation de la société** ». S'agissant de la TVA, l'harmonisation européenne invite — selon lui, à **envisager** une réduction progressive des taux « **sans qu'aucune date précise puisse encore être articulée** ».

L'indexation de l'épargne ? Il y est hostile tout autant qu'au blocage des loyers. La lutte contre l'inflation ? Il rejette le blocage des prix et se contente, comme il l'a d'ailleurs fait en tant que ministre des finances et de l'économie, d'invoquer « **la pleine utilisation des instruments classiques d'action par le budget et par le crédit, et de recourir au** »... « **consentement des Français en faveur d'un mouvement solidaire de modération dans la croissance de leurs revenus** » ! Est-il nécessaire d'ajouter qu'il a répondu absolument négativement à la question : « **donneriez-vous aux travailleurs plus de pouvoir dans l'entreprise** » ?



Comment alors financer les quelques miettes de promesses ponctuelles faites par le candidat aux retraités, aux malades, aux handicapés, aux mères de familles nombreuses ? Il suffit de se reporter au refus de Giscard d'Estaing d'adopter toute mesure de justice fiscale et sociale pour s'apercevoir que ses promesses sont aussi mythiques que celles du programme de Provins avant les élections législatives de 1973.

exploitation accrue

Faut-il s'en étonner ? Comment la droite pourrait-elle, autrement que par discours électoraux interposés, humaniser la croissance, donner au capitalisme un « **visage humain** » ?

SI JAMAIS...



« **Le Canard Enchaîné** » a dévoilé la composition du service d'ordre de Giscard : des membres de l'ex-Ordre nouveau, mouvement fasciste de sinistre réputation. Affublés d'un macaron d'Europe n° 1, ces nerfs assuraient le 26 avril leur « ordre » et la sécurité de Giscard lors du débat avec François Mitterrand. Elle, Kagan a pu apprécier, si l'on peut dire, les façons d'agir de ces nazillons puisqu'ils lui cassèrent la gueule : Il avait reconnu et photographié dans la fine équipe François Brigneau, dirigeant de l'ex-Ordre Nouveau et rédacteur en chef de « Minute » — qui a embolté le pas au « **vrai président** ». C'est lui, Brigneau, qui contrôlait les cartes d'invitation ce soir-là.

On aime mieux ne pas imaginer ce que Giscard a pu lui promettre de contrôler si jamais, par malheur...

CARLOS SEMPRUN-MAURA

1936-1937 :
des centaines de milliers de travailleurs
réalisent l'autogestion...

REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION EN CATALOGNE

Une minutieuse et passionnante enquête
sur les schismes politiques
qui ont déchiré l'Espagne antifranquiste.

mame



JORGE

libertés, et s'est contenté, constamment, dans ce domaine, d'utiliser des formules vagues telles que : « **Qui peut penser que je compromettrais une seule des libertés... Nous n'aurons pas besoin, a-t-il déclaré — d'inscrire sur le papier la charte des libertés qui est dans notre cœur** »... De qui se moque-t-on ?

Démocratisation de l'O.R.T.F., suppression de la censure, libéralisation de la garde à vue et de la détention provisoire, contrôle des écoutes téléphoniques, interdiction pour l'Etat de centraliser les renseignements sur les citoyens en un fichier unique, modification des règles de désignation du Conseil Supérieur de la Magistrature... aucune de ces mesures ne figure dans le programme du candidat. Ce n'est évidemment pas par hasard ou par oubli...

avec « Minute »

L'ordre de Giscard, nous en avons eu un avant-goût avec l'encadrement de ses meetings. Son service d'ordre a été assuré par des commandos de groupes fascistes dirigés par **Pierre Sergent**, ancien chef d'état-major de l'O.A.S.-métropole, et par le sous-lieutenant **Claude Dupont**, adjoint au chef des commandos Delta d'Alger. C'est **Alain Robert**, secrétaire général d'**Ordre Nouveau**, fondateur des comités **Faire Front**, qui a recruté les hommes de main, retenant d'ailleurs 25 % des « gages » pour son organisation. Coût de l'opération : 70 000 Francs par jour.

N'oublions pas le soutien effectif de **Minute**, l'hebdomadaire dont **François Brigneau**, son rédacteur en chef, engagé dans la milice sous l'occupation allemande, se reconnaît comme « **antisémite et raciste** ». François Brigneau a « contrôlé » l'entrée des studios d'Europe 1, lors du débat Mitterrand-Giscard, avec ses nervis. Ce qui explique la composition de la salle...

Cet « **ordre nouveau** » s'est montré sous son vrai jour déjà à Rennes, à Montpellier, à Nice, à Toulon, à Marseille et a fait ses premières victimes.

Notons également la présence à Strasbourg, le 20 avril, aux côtés du candidat, de MM. **Wirtz** et **Gérald Vivot**, responsables d'**Ordre Nouveau**. Vivot avait été arrêté le 12 mars 1971, trois jours après les incidents qui opposèrent au Palais des Sports des

gauchistes à des militants d'extrême-droite. Il gardait le local d'Ordre Nouveau de la rue des Lombards où la police devait découvrir une tonne d'armements et d'équipements divers.

Rappelons le soutien de Jacques Soustelle, de Georges Bidault... Parions que le candidat Giscard bénéficiera au second tour des 190 000 voix qu'a obtenues **Le Pen**.

l'atlantisme

Homme du grand capital, et notamment des sociétés multinationales largement dominées par l'impérialisme américain, Giscard d'Estaing s'apprête à replacer la France dans le sillage atlantique.

Il s'en défend... mollement, et s'est aperçu, à la fin de sa campagne du premier tour, qu'il était plus habile d'invoquer « **l'indépendance nationale** » que « **la non-dépendance** »... Comment aurait-il, d'ailleurs, pu axer sa campagne et gagner une partie de l'électorat gaulliste sur le thème de la satellisation de la France par les U.S.A. ?

Comme l'a déclaré Chaban-Delmas, « **Giscard d'Estaing est lié à des atlantistes forcenés** ».

N'a-t-il pas avoué (le 23.4.1971) : « **Nous ne vivons pas dans la terreur des investissements américains** » ? Il n'a, d'ailleurs, jamais caché sa complaisance au leadership américain tant sur le plan politique que monétaire. Ses liens, et ceux de

ses nouveaux alliés réformateurs, avec les grands trusts américains sont bien connus.

Pierre Abelin est administrateur, en compagnie des banques **Lazard, Morgan, Vernes et Paribas**, de la **C.G.C.T.** et du **L.M.T.** filiales de l'**I.T.T.** Son père, Edmond Giscard d'Estaing est membre du conseil d'administration de la **Thomson-Houston**. Pierre Sudreau est membre du conseil de surveillance de la **S.K.F.** André Bettencourt est actionnaire majoritaire, par l'intermédiaire de son épouse, des parfums **l'Oréal**. La liste est loin d'être exhaustive...

Tels sont les hommes nouveaux que le candidat se propose de choisir pour — dit-il — « **faciliter les contacts** » ; « **des hommes — poursuit-il — qui ne soient pas du tout des gens qui durcissent les rapports sociaux** ».

Lecanuet, le chantre de l'Europe américaine ne s'y est pas trompé : **L'entente** (avec Giscard) a-t-il déclaré — **était d'autant plus aisée, que, de part et d'autre, sur l'Europe comme sur l'alliance atlantique, nos positions étaient depuis longtemps très proches** ».

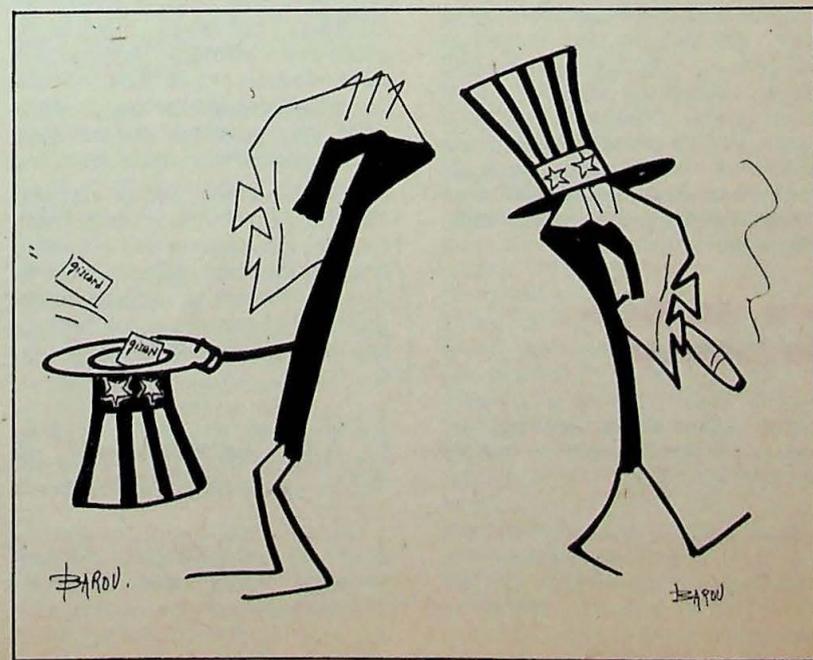
Ce sont ces faits qu'il convient de dénoncer le plus vigoureusement possible ces prochains jours pour jeter à bas le masque de celui qui a annoncé sans rire « **la gauche votera pour moi** ».

Olivier DENOIX ■

l'ordre « nouveau »

Changement ? certes, en ce sens que les contradictions s'accroîtront, et en conséquence l'exploitation des salariés.

Giscard entend, sans doute, changer l'ordre, instaurer un « **ordre nouveau** ». Il a refusé de répondre aux neuf questions de **La Vie Catholique** concernant les



DEMAIN LA GAUCHE

de nouvelles orientations économiques

Le dimanche 19 mai, François Mitterrand sera élu Président de la République. Nous le souhaitons, nous nous battons pour cette victoire, qui ne sera pas celle d'un homme seul, mais de l'ensemble des travailleurs, de l'écrasante majorité des forces vives de ce pays. Mais nous savons bien aussi que cette victoire électorale n'est qu'une étape. Pour la gauche, accédant au pouvoir dans des circonstances difficiles, la bataille économique qui s'engagera alors sera déterminante. Le PSU entend tout mettre en œuvre pour que soient définies de nouvelles orientations économiques, condition nécessaire pour que cette bataille soit victorieuse.

La situation économique et sociale française en ce mois de mai 74 est difficile : la montée vertigineuse des prix, que rien ne semble pouvoir arrêter, les incertitudes qui pèsent sur l'emploi, la dégradation des équipements collectifs et de l'environnement, les impasses énergétiques, tout condamne une majorité accrochée farouchement à son pouvoir et seulement désireuse de répéter à l'avenir sept ans durant au moins, des choix de croissance aberrants qui sont ceux du grand capitalisme.

Pourtant, ce n'est pas fini. Les prévisions économiques de mi-1974 à la fin 1976 sont mauvaises, et marquées par une poursuite de l'inflation, au moins à son rythme actuel (hausse annuelle des prix de 15 %) et une profonde recrudescence du chômage, qui pourrait atteindre 800 000 personnes en tout état de cause (4 % de la population active) ou même 1,2 millions de personnes si la balance extérieure ne se redresse pas — et rien n'indique qu'elle le fasse actuellement.

En bref, l'inflation et le sous-emploi structurels nous menacent. Par ailleurs, les inégalités tendent à s'aggraver, que ce soit entre catégories sociales, mais aussi entre régions (on parle à juste titre de désertification) ou branches industrielles : nous allons donc vers une société plus injuste, et de plus en plus difficile à vivre.

une stratégie de tension

Par ailleurs, la spéculation contre le franc peut tenter la bourgeoisie.

Enfin, il faut avoir conscience que l'ouverture de l'économie française sur l'extérieur lui fait courir un risque de difficultés d'approvisionnement ou de fournitures extérieures, notamment

vis-à-vis de l'Europe capitaliste et des Etats-Unis.

Cette situation économique-sociale délicate prend place sur un fond de manœuvres politico-policières pour conserver à la majorité actuelle son pouvoir coûte que coûte : la création de corps de police spéciaux, particulièrement entraînés à la répression, la multiplication des polices parallèles, l'utilisation d'une partie de l'armée à des fins de « renseignement », la patiente implantation des syndicats jaunes ou fascistes dans les entreprises et les services publics, le soutien ouvertement accordé à des groupes d'extrême droite (SAC - CDR) ou la collusion avec des groupuscules fascistes (Ordre Nouveau) la désignation d'un « ennemi de l'intérieur » qui tend à devenir la gauche — voire la population elle-même toute entière — sont autant d'indices qu'existe une tentation d'assurer le maintien du régime actuel au pouvoir par tous les moyens.

Il serait illusoire de penser que les adversaires de la gauche la laisseront s'emparer du pouvoir sans réagir. D'ores et déjà, certains groupes, ainsi que certains journaux l'ont révélé, mettent en place une « stratégie de tension » destinée à créer des incidents qui permettraient de mettre en difficulté un gouvernement de gauche au lendemain de la victoire.

Il faudra donc, dès la victoire, assurer la défense d'un gouvernement de gauche et l'équilibre économique du pays : c'est-à-dire se donner la capacité d'organiser la résistance aux tentatives d'agressions interne et externe.

Dans quelque cas qu'on se situe, il n'y a pas de « recette » miracle.

Certaines techniques économiques, notamment, peuvent être utilisées : mais elles ne prendront tout leur sens — et leur efficacité — que si elles s'appuient sur une puissante mobilisation

populaire et une capacité de contrôle suffisante des travailleurs.

D'ailleurs, le pessimisme, à cet égard, n'est pas de rigueur. Si un certain degré de fuite des capitaux est inévitable (il peut être ramené à des proportions supportables), rien n'indique que, du jour au lendemain, les courants d'échanges commerciaux et de production s'arrêteraient ou se ralentiraient : les autres Etats aussi ont besoin de la France, de ce qu'elle produit et de ce qu'elle apporte. La « catastrophe » n'arrivera pas. Il faut prendre les moyens de l'éviter.

économie d'abord

C'est sur le front économique que la gauche jouera, en grande partie, son avenir. C'est là qu'on l'attend, puisque jusqu'ici la droite a eu le monopole du discours économique. Cette défense doit s'articuler autour de quatre idées forces :

1 LUTTER CONTRE LA SPECULATION FONCIERE : Du fait du déficit déjà certain sur le plan des échanges commerciaux (à cause du renchérissement de l'énergie) on doit s'attendre à des difficultés même si des emprunts internationaux permettent d'en financer une bonne partie dans les mois qui viennent.

A ces difficultés s'ajoute certainement l'impact de certains mouvements de capitaux de caractère spéculatif.

Un triple danger est à craindre :

- que les entreprises cherchent à retarder les paiements de leurs clients à l'exportation et avancent leurs propres paiements à l'importation (fuite devant le franc, attente de la revalorisation des monnaies étrangères). La sévérité de l'encadrement du crédit, en resserrant la trésorerie des entreprises, peut en limiter l'ampleur ;

- que des investisseurs français achètent des titres étrangers dans l'espoir qu'ils seront revalorisés en cas de dépréciation du franc : il suffit de créer un marché fermé de ces titres, entre résidents français, ce qui évite toute sortie de devises ;

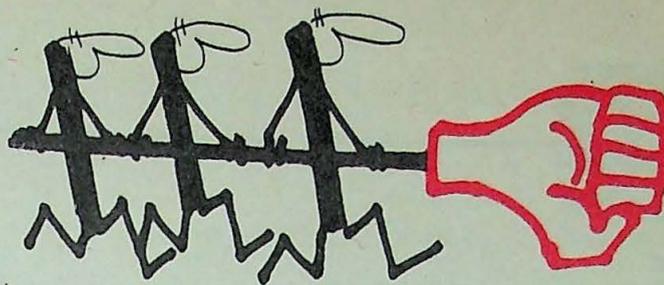
- que les billets de banque soient transférés à l'étranger : il est facile de neutraliser ces transferts en cessant de racheter les billets français se trouvant à l'étranger.

La fuite des capitaux devrait cependant se traduire par une baisse du franc et (ou) la perte des réserves de la Banque de France (pour soutenir le franc).

La défense du franc passe, dans un premier temps, par un flottement du franc à la baisse, laquelle n'est pas rémunératrice pour les spéculateurs. Au-delà d'une perte de 10 à 15 %, il serait



AUCHE



alors nécessaire d'utiliser les réserves pour défendre le franc. La valeur de notre stock de devises d'or est considérable.

En tout état de cause, le resserrement du contrôle des changes est indispensable. Il pourrait comporter les mesures suivantes :

- interdiction de prêts en francs à l'étranger ;
- création d'un marché fermé des titres étrangers ;
- financement en devises des investissements étrangers en France ;
- réduction de l'allocation touristique délivrée en devises ;
- réduction des délais de paiement consentis par les exportateurs à leurs clients étrangers ;
- sélection des investissements français à l'étranger ;
- emprunts à court terme des banques françaises à l'étranger repris ensuite à la Banque de France.

Si la situation était plus grave, il faudrait alors recourir à :

- la convertibilité limitée du franc ;
- la limitation des importations.

De toute façon, il est nécessaire de mettre en place dans les banques qui disposent du monopole des transferts avec l'étranger un système de surveillance et de contrôle populaire qui permette de vérifier l'application correcte de ce dispositif.

A terme l'arrêt de la flottaison du franc, voire une réévaluation de notre monnaie, peut être envisagée. Elle suppose la confiance que les mesures ci-dessus auront créées. Mais cela peut encore la renforcer.

2 RELANCER L'ECONOMIE SANS ALIMENTER L'INFLATION : La lutte pour le maintien de l'expansion et le combat pour la résorption de l'inflation sont parallèles et d'autant plus nécessaires que la « crise pétrolière » en renchérissant considérablement les ressources énergétiques nécessaires à l'économie, crée des conditions propices à la hausse des prix et à un ralentissement de l'expansion.

Il y aura, pour l'économie française, une note à payer. Il importe qu'elle soit répartie au mieux sans affecter les conditions d'une poursuite de la croissance et l'élévation du niveau de vie.

Il faut donc assurer :

- une redistribution des investissements productifs évitant le gaspillage des ressources, réduisant la dépendance énergétique du pays, et développant les productions auxquelles la France est particulièrement apte ;

- une redistribution plus égalitaire de la consommation et un nouveau partage entre la satisfaction des besoins individuels et celle des besoins collectifs (santé, éducation, loisirs).

Pour cela, deux séries de mesures sont utiles :

3 SOUTENIR L'ACTIVITE ECONOMIQUE, DEFENDRE L'EMPLOI ; C'EST POSSIBLE :

- par une politique de soutien de la demande dans le cadre de la défense du pouvoir d'achat ;

- par de nouveaux choix budgétaires et une politique sélective du crédit : donner une impulsion aux investissements dans le secteur de l'énergie et des équipements collectifs, accroître les effectifs d'enseignants et les possibilités de formation ;

- par une réorientation, au niveau des entreprises, de la production elle-même, chaque fois que cela est possible (par ex. : immeubles collectifs, transports collectifs) ;

- par une nouvelle étape dans la réduction de la durée maximale du travail ;

- par l'institution de garanties nouvelles pour les travailleurs en matière de stabilité de l'emploi et des revenus (extension des pouvoirs du comité d'entreprise, notamment développement du contrôle des travailleurs sur la gestion de l'entreprise) ;

4 LUTTER CONTRE L'INFLATION, DEFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT, C'EST POSSIBLE :

L'arrivée au pouvoir de la gauche crée les conditions d'une politique profondément novatrice ; elle doit porter :

- sur les prix : une phase de blocage général des prix devrait prélever à l'application d'un dispositif de programmation par branches et sélectif selon l'effort à fournir par celle-ci. Celui-ci doit comprendre :

- la modulation des tarifs de l'énergie et la limitation au maximum des hausses des tarifs publics ;

- le contrôle des prix liés aux activités non salariales ;

- l'aménagement des taux de TVA et la fiscalité indirecte pour réduire la charge supportée par transports collectifs et biens de grande consommation ;

- une surveillance des dépenses de publicité et de commercialisation générale.

- sur les revenus : le souci doit être de ménager une progression non inflationniste des revenus et d'en assurer une répartition plus juste : cela implique :

- le blocage temporaire des hauts revenus salariaux ;

- la revalorisation immédiate des bas salaires (SMIC) qu'il est possible de rendre plus aisément supportable par les entreprises de main-d'œuvre au moyen d'une baisse du taux des cotisations sociales sous plafond par exemple ;

- la revalorisation immédiate du minimum vieillesse, qui passerait à 6 400 F pour une personne seule. Ce minimum devrait être accordé aux étrangers résidant sur

le territoire Français (150 000 personnes concernées environ) ;

- en contre-partie, une profonde refonte de la fiscalité est nécessaire : révision du barème de l'impôt sur le revenu, suppression des avantages accordés à certains revenus du capital (avoir fiscal, prélèvement libératoire), taxation des plus-values mobilières, institution d'un véritable impôt sur le capital, refonte des règles de taxation des plus-values immobilières et foncières (toutes mesures inséparables d'une volonté réelle de contrôle fiscal) ;

- de même, le déplaçonnement progressif des cotisations sociales à la charge des employeurs (2 points) doit être recherché, parallèlement à une répartition des prestations familiales sur des critères sélectifs.

Investissements et épargne populaire

Pour permettre au pays de choisir et d'engager ses propres priorités de développement et de croissance sans que ces choix lui soient imposés par d'autres (qu'il s'agisse d'Etats ou d'entreprises), la protection et le développement de l'épargne populaire est une étape essentielle :

- par la revalorisation des taux de rémunération servis à certaines formes de placement liquides (livre d'épargne, bons d'épargne émis dans le public) et l'indexation de leur rendement pour les nouveaux placements, pour mettre fin au vol dont se rend coupable l'Etat actuellement (il rend 2/3 seulement de la hausse des prix aux épargnants) ;

- par la création de nouvelles formes de placement populaire : plan d'épargne-installation, d'épargne-études...

- par le développement des emprunts des collectivités locales et des services publics, qui permettrait de financer leurs équipements, tout en épongeant certaines disponibilités financières qui pourraient engendrer des hausses de prix.

Parallèlement, les hauts revenus doivent, dans un premier temps, être fortement incités à placer leurs économies : en obligeant par exemple les entreprises à verser la partie supérieure des hauts salaires à des organismes d'épargne publics (une caisse publique d'investissement) et les membres des professions non salariées reconnues lucratives (par exemple n'exerçant pas à plein temps en hôpital public — notaires — architectes — avocats en fin de carrière — promoteurs) à souscrire un certain nombre de bons d'épargne auprès des collectivités publiques.



de nouvelles orientations économiques

En contre-partie, une nouvelle politique de l'investissement s'impose. Après qu'auront été démocratiquement déterminées les priorités nationales, un certain nombre de secteurs prioritaires apparaîtront. Il faudra alors :

— obliger les entreprises de ces secteurs à consacrer un certain montant de leur chiffre d'affaires à l'investissement, sous peine de sanctions fiscales ;

— orienter l'épargne abondamment collectée vers des secteurs où l'investissement est prioritaire, de sorte que la satisfaction des besoins se fasse sans inflation et sans recours excessif à l'importation ;

— pratiquer une politique de prêts sélectifs à bas taux d'intérêt pour de tels secteurs (des taux préférentiels permettraient une baisse des taux d'auto-financement des entreprises).

La nouvelle politique de l'épargne et de l'investissement devra reposer sur un réseau d'établissements bancaires et financiers mieux utilisés qu'actuellement, ce qui suppose son contrôle effectif par l'Etat et la nationalisation des établissements privés de ce secteur. En cas de « grève de l'investissement » par des entreprises (notamment multinationales) des sanctions devraient être prises pour les sociétés n'ayant pas maintenu un taux d'investissement au moins égal à l'année antérieure (sanction fiscale puis nationalisation).

A l'heure actuelle le développement économique se heurte à de grandes contraintes techniques liées au problème énergétique et à ce qu'on appelle les « secteurs de pointes » (l'informatique, l'électronique, les télécommunications...). Le danger existe que de tels secteurs ne soient entièrement contrôlés par des intérêts privés, souvent ceux de firmes multinationales.

Il sera donc nécessaire de donner très vite à la France les moyens de faire face à ce défi.

Pour ce faire, plusieurs types d'action peuvent être mis en place : sur le plan énergétique, passer dans l'immédiat des accords de coopération avec les pays producteurs qui ont choisi de se développer sur la base des priorités populaires, l'Algérie par exemple.

indépendance énergétique et technologique

Parallèlement, la recherche devra être poursuivie et accélérée, ce qui suppose une croissance appréciable du budget de la recherche pour trouver des relais énergétiques d'un autre ordre, notamment dans le domaine des techniques nouvelles (nucléaires sous condition, énergie solaire, marémotrice, hydroélectricité, etc.).

Une telle recherche pourrait être entreprise en liaison avec certains de nos partenaires européens qui le souhaiteraient.

En tout état de cause, les priorités de développement choisies devront faire une place à la nécessité d'économies énergétiques.

Dans les secteurs de pointe, tout devra être fait pour éviter de tomber sous contrôle des intérêts multinationaux. A ce titre, l'en-

couragement aux activités de pointe devra être activement pratiqué, pouvant aller jusqu'à la création d'un secteur public dans certains domaines (par ex. informatique). Là encore, la coopération avec des partenaires européens intéressés (notamment : informatique-télécommunications...) est souhaitable.

(extrait de la brochure : « mai 74, pour la victoire de la gauche » ed. Syros, 3 F) ■

VIENT DE PARAITRE



Editions SYROS

40 pages — 3 francs

9, rue Borromée — 75015 PARIS

des comités, pour quoi faire ?

La gauche peut gagner. Mais pas n'importe comment. Pas en tentant la gageure de tenir un discours capable de séduire à la fois une partie du gaullisme et l'essentiel de l'extrême gauche, en parfumant le tout pour faire bonne mesure d'un brin d'écologie, et de fédéralisme. Les plus subtiles analyses électorales oublient le plus souvent ce fait brut, énorme, essentiel : le décalage entre une conscience de classe s'affirmant dans les luttes économiques et sociales et son expression sur le terrain électoral.

La seule question importante à laquelle la gauche doit répondre est celle-ci : **pourquoi des travailleurs, des usagers, des consommateurs qui savent identifier leur adversaire direct ne font-ils pas la même démarche sur le plan politique ?**

A cette question, il n'est qu'une réponse possible : créer les conditions d'une jonction entre la lutte sociale et la lutte politique. Et par conséquent, l'objectif d'une mobilisation populaire, loin d'être avancé seulement comme une perspective à engager le 20 mai, au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche, est dès maintenant la condition première de cette victoire.

C'est en fonction de cette analyse politique qu'il faut poser le problème des différents « comités » qui peuvent se créer à l'occasion de

cette campagne. Leur nom importe peu. Ce qui compte, c'est le projet politique qui les sous-tend. Et sur ce point, notre dernier Conseil national a insisté sur trois points essentiels :

trois points

1/ Si l'on affirme que la **mobilisation populaire** est une condition nécessaire de la victoire, ce ne sont pas de simples comités « électoraux » qui peuvent remplir cette fonction. Des ouvriers, des paysans, des consommateurs ne seront pas gagnés à une prise de conscience des enjeux réels, parce qu'on leur proposera de signer des pétitions. Ils le seront si l'on part de leurs problèmes, de leurs luttes antérieures ou actuelles et si on leur propose une stratégie capable d'unifier leur représentation sociale et leur représentation politique, la lutte électo-

rale étant un moment d'une bataille plus large. Sur ce point, les propositions des militants du PSU en termes de stratégie, de contrôle et de projet de société autogestionnaire ont un rôle déterminant à jouer.

2/ Si l'on affirme que l'**unité populaire** est aussi la condition de la victoire, il faut en prendre les moyens. Or, cette unité, compte tenu des divergences qui traversent le mouvement ouvrier, ne peut être acquise que sur la base d'un débat approfondi. Encore faut-il réunir les conditions de ce débat. Personne ne comprendrait que le PSU, qui a fait le choix de l'unité, se contente ensuite de créer ses propres comités (sorte de comités « rouges » au sein desquels la confrontation avec les autres courants du mouvement ouvrier se trouverait automatiquement rendue impossible). Si l'on pense sérieusement que l'autogestion, le contrôle ouvrier et populaire peuvent devenir des objectifs qui concernent le mouvement ouvrier dans son ensemble, il faut être en état de les proposer et de les expliquer à tous ceux qui précisément n'adhèrent pas aujourd'hui à ces perspectives.

3/ Le **dernier Conseil national du PSU a lié étroitement deux objectifs** : tout faire pour la victoire de la gauche et tout faire pour que cette

victoire ouvre de réelles perspectives aux luttes des travailleurs. Le deuxième objectif n'a de sens que si le premier est effectivement pris en charge, pour cette simple et évidente raison que la victoire de la gauche constitue un moyen de déblocage économique et politique pour les luttes des travailleurs. Nous ne pouvons donc nous contenter de faire campagne sur le thème : **que faire si Mitterrand gagne ?**, et cela en simple observateur d'une situation. Par ailleurs, nous savons bien que si la gauche l'emporte, seuls seront écoutés pour l'avenir ceux qui auront tout fait pour la victoire. Si elle perd ces élections, les objectifs du PSU définis dans la proposition d'une unité d'action de toutes les forces anticapitalistes prendront une importance nouvelle face à une bourgeoisie recomposée autour de Giscard. C'est dire que les comités mis en place au cours de la campagne devront rester des structures de lutte unitaire pour le combat anticapitaliste qui s'engagera inévitablement.

Telle est l'attitude du PSU définie lors du dernier Conseil national. Elle n'est que l'application précise de notre stratégie du contrôle ouvrier et populaire et du développement nécessaire de l'unité populaire.

JEAN LE GARREC ■

tout pour la victoire

Dans l'immense bataille qui se déroule, les forces socialistes toutes ensemble ont, pour la première fois depuis 1947, une chance de renverser la domination de la droite. A travers la conquête de la Présidence peut s'engager le processus qui conduira à la prise de pouvoir et à l'ouverture de la route vers le socialisme. Mais cette première étape est déjà difficile, elle ne peut être gagnée que par une mobilisation très intense de toutes les énergies. Cela n'est possible que si les enjeux sont clairement précisés.

Certains camarades, à qui l'histoire n'a pas encore permis de confronter leur ardeur révolutionnaire avec la dure réalité des faits, sont tentés de penser que le but fixé à la première étape, la victoire de François Mitterrand sur la base des options qu'il a définies, ne représente pas une partie suffisante du chemin vers le socialisme. Et il est vrai que l'équilibre politique de la coalition de gauche et des alliés qu'elle peut se trouver pour le second tour ne se fait guère autour d'une plateforme très vigoureusement socialiste. Faut-il dès lors faire la fine bouche, garder ses distances pour préserver intacts nos forces et notre capacité d'intervention en laissant le candidat et son équipe se débrouiller seuls pour gagner s'ils le peuvent ?

C'est une forte question. Pour en juger, il n'est pas mauvais de réfléchir quelque peu à ce que représente la défaite, c'est-à-dire sept ans de présidence Giscard. Imaginer les conséquences n'est d'ailleurs pas très difficile, car sa campagne est moins hypocrite qu'on aurait pu le croire, et onze ans de présence au Ministère des Finances permettent de référer avec précision la ligne politique de cet homme.

Il y a d'abord les ralliements et les soutiens : Sostelle, Bidault, Le Pen, Lecanuet, toute l'Algérie française est là, toute l'extrême droite aussi. Les troupes d'*Ordre nouveau* assurent le service d'ordre de Giscard, et François Brigneau était l'organisateur de la claque au débat d'Europe n° 1. Que ces hommes retrouvent l'appui officiel du pouvoir, le contrôle de la police, l'accès aux innombrables fichiers, et l'on est obligé d'imaginer l'insoutenable : un pouvoir disposant de polices parallèles encore pires que les SAC et les CDR !



par
Michel Rocard

Il y a ensuite le programme et les orientations annoncées. Là aussi, les choses sont claires. Aucune politique anti-inflationniste n'est décrite : on continuera la même que précédemment. Voilà qui annonce des lendemains douloureux. D'autre part Giscard ne veut plus de plan : une programmation indicative, parfois à plus d'un an (sic) et pour quelques secteurs seulement. Cela veut dire qu'on ne gardera même pas la façade d'un Commissariat au Plan. Dans la compétition sauvage du capitalisme d'aujourd'hui, aucune entrave, aucun contrôle au nom de l'intérêt public ne seront supportés.

Et puis, bien sûr, il y a des promesses sociales. Dans ce domaine, on ne lésine pas : la liste en est deux fois plus coûteuse que celle des quelques engagements fermes pris par Mitterrand ; cette liste comprend d'ailleurs bien des mesures contre lesquelles Giscard ministre a obstinément lutté pendant des années ! Il ne respectera à l'évidence pas la moitié de ces promesses.

Le plus grave n'est pas là. La plus grave est que la poursuite de la politique d'inégalité et d'injustice, notamment fiscales, qu'il a poursuivie depuis onze ans, ne peut que s'accompagner d'une répression sociale professionnelle et policière croissante.

L'enjeu de la bataille est, par la nature même de la candidature Giscard tout autant que par la nature des forces qui soutiennent François Mitterrand, un enjeu de classe.

La stratégie que le PSU a définie à son Conseil national de décembre 1973 se fondait sur deux axes ; le développement du courant socialiste autogestionnaire et son insertion dans l'unité populaire. L'application de cette ligne, à l'occasion de la campagne électorale, donne pour une courte période une dominance à l'aspect unitaire sur l'aspect autonome. C'est inévitable et unitaire. Mais il faut remarquer tout de suite que la présence du courant autogestionnaire a permis d'établir l'existence d'un pôle politique de la campagne différent du pôle « *programme commun* ». C'est cela qui a permis au candidat de définir des options comme celle d'une « *croissance plus consciente* » qui prennent en charge une part importante de ce à quoi nous tenions.

L'enjeu essentiel à mes yeux, c'est la mobilisation unitaire des travailleurs qui se fait à l'occasion de cette campagne. Elle est trop forte pour ne pas avoir de lendemains. Le courant autogestionnaire pèsera demain du poids qu'il aura pris dans la bataille d'aujourd'hui. Le temps n'est plus des sécurités à prendre, des forces à préserver. C'est en prenant tous les risques et en mobilisant toutes les forces que le courant autogestionnaire prépare sa puissance de demain. Que la bataille soit gagnée ou perdue, les travailleurs ne feront confiance qu'à ceux qui s'y seront engagés totalement, avec tout ce que cela implique.



une photo vaut mieux que de longs discours... (Poincaré)

... ET PAS BESOIN DE FAIRE UN DESSIN

**CCP-PSU
14020 - PARIS**

Giscard veut brader l'actif et garder le passif...

Exit le gaullisme historique, et avec lui sa politique étrangère qui lui a souvent rallié des voix de gauche. Avec Giscard et Lecanuet, c'est le « parti américain » qui voudrait prendre sa revanche...

Le gaullisme est mort. Les divisions de la majorité le laissent prévoir ; l'échec de Chaban le confirme. Ainsi va se perdre ce à quoi de Gaulle tenait le plus, et que Pompidou déjà n'avait pas voulu ni su préserver : la recherche de l'indépendance nationale, dans une perspective nationaliste et capitaliste certes, mais de l'indépendance quand même. Car le gaullisme, c'était bien sûr une politique faisant la part belle au grand capital en France, au colonialisme dans les DOM-TOM, au néo-colonialisme en Afrique, et à l'affairisme sur les grands marchés d'armes mondiaux. Mais c'était aussi la mise en réserve de l'OTAN, les coups de pied de l'âne aux Américains, les coups de frein à l'Europe de Bruxelles, le discours de Pnom-Penh, l'appui aux Etats arabes...

Ce que nous mettons, nous, au passif du gaullisme, Giscard voudrait bien le garder ; mais l'actif, même s'il prend quelques précautions oratoires, il va le jeter avec l'eau du bébé. Déjà en position de force face à l'Europe, les Américains voient dans la carte Giscard en France une chance inespérée de mettre fin à cette désagréable « contestation » de la diplomatie française, dernier obstacle à leur hégémonie sur une Europe devenue « américaine ».

le retour des yankees

Ainsi, l'évolution des rapports de la France avec les Etats-Unis va être l'un des enjeux fondamentaux de cette campagne pour le second tour. Ce n'est pas Lecanuet qui pourrait nous contredire : ses liens avec les intérêts « yankees » sont étroits, et ils ne sont pas seulement politiques, comme le montre le récent livre d'Antony Sampson sur le trust multinational « ITT » (1).

En 1965 pourtant, Jean Lecanuet avait penché contre de

Gaulle au deuxième tour : l'anti-gaullisme était le plus fort ; et Mitterrand apparaissait comme un candidat du centre-gauche, sans programme commun, auquel l'apport des voix communistes était comme un complément dû à on ne sait quel hasard. Et puis en 1969, le maire de Rouen — sentant qu'il n'y avait pas grand péril en la demeure capitaliste — s'était farouchement engagé derrière Alain Poher, le meilleur garant d'un retour rapide à « l'Europe américaine ». En 1974 enfin, Lecanuet a fait un pari, et il s'est dès le début rangé derrière Giscard. Ainsi, avec lui — et qu'il le veuille ou non (2) — Giscard est devenu le candidat des Américains et de la droite atlantiste.

Dans ce domaine aussi, désormais, le choix est clair pour les électeurs. L'arrivée au pouvoir du tandem Giscard-Lecanuet, ça donnerait en gros ceci :

— la France redeviendrait un pays ami des Etats-Unis, ouvert au dialogue, et — pourquoi pas — auroretour de quelques forces militaires US ;

— les capitaux américains seraient les bienvenus dans notre pays, sapant encore un peu plus les bases d'une indépendance technologique qui est pourtant indispensable à la marche vers le socialisme ;

— l'Europe des marchands et des consommateurs deviendrait bien vite une annexe du gros capitalisme américain qui garderait pour lui — comme le dit si bien Dear Henry Kissinger — les « responsabilités mondiales » ;

— quant à la société, à la « vie quotidienne » comme on dit, elle évoluerait plus rapidement encore vers le prestigieux « *american way of life* » (ceux qui peuvent, faites un tour par New-York, et Hambourg en passant par Londres, vous verrez vers où on va...).



DE GAULLE A PHNOM-PENH : le temps des beaux discours...

C'est donc, en fait, un vaste tournant qui serait pris et qui s'accompagnerait bien sûr d'un surcroît d'opportunisme et d'affairisme dans la conduite des relations de la France avec le Tiers-Monde. Jobert, dernier gaulliste s'il en est, l'a bien compris : alors que Giscard occupait le devant de la scène à Paris, il prononçait à la tribune de l'ONU un discours que la plupart des délégations des pays du Tiers-Monde ont salué comme courageux, et dont M. Gromyko s'est félicité (une fois n'est pas coutume).

« héritiers » divisés

Et puis Jobert a pris position clairement contre Giscard, et pour le maintien de ce qu'il considère comme l'héritage du gaullisme en politique étrangère. Mais que pouvaient ces bonnes intentions, quand de Gaulle lui-même n'a pas su prendre les moyens de consolider une politique souvent respectable dans ses intentions. Ce ne sont pas ses « héritiers » divisés et affaiblis qui pourraient réaliser de tels ambitieux projets...

Plus que jamais, finalement, c'est la gauche — seule garante aujourd'hui, et paradoxalement — de la sauvegarde de certains acquis gaullistes — qui peut seule faire barrage à la droite atlantiste.

pax americana

Bien sûr, tout n'est pas encore tout à fait clair à gauche. D'autant moins que les positions des hommes sont parfois fluctuantes et les réalités contraignantes. L'anti-atlantisme du PS est récent,

et encore minoritaire ; le principe d'autodétermination reconnu aux DOM-TOM par le programme commun a déjà subi quelques entorses pour ne pas effaroucher les socialistes « départementalistes » ; et Georges Marchais ne parle de l'Europe des travailleurs que du bout des lèvres.

Mais au moins, il paraît acquis qu'il n'est pas question de revenir à l'atlantisme de la IV^{ème} république, qu'une politique carrément pro-israélienne est exclue, que la vie politique dans les DOM-TOM et les relations avec les anciennes colonies évolueront vers plus d'autonomie, d'égalité, de non-ingérence, d'aide « non liée ». Et c'est cela l'essentiel quand la droite toute nue, débarrassée de ses oripeaux gaullistes, monte au front pour restaurer dans toute sa sauvagerie le vieil ordre des relations capitalistes et impérialistes, sous le signe de la « *pax americana* ».

A ceux qui se sont laissés séduire dans le passé par le verbiage parfois efficace du gaullisme, il faut montrer que ces belles paroles n'ont plus cours, que la victoire de Giscard serait un retour en arrière dans le domaine de nos relations avec le monde. Les Américains sont déjà à Bonn, Londres, Rome et Bruxelles. Avec Giscard-Lecanuet, ils débarqueraient de nouveau à Paris. Et plus contre les nazis : contre nous.

Bernard SALGUES ■

(1) « *ITT : l'Etat souverain* », Ed. Alain Moreau. On y découvre que plusieurs membres influents de l'état-major de Jean Lecanuet — dont Pierre Abelin — sont aussi des administrateurs de filiales ITT en Europe...

(2) Nous penchons d'ailleurs pour la première solution...

PORTUGAL : une révolution sans nom

Ça durait depuis plus de quarante ans, le fascisme, au Portugal ; c'était l'un des plus solides et des mieux établis, dans un monde qui pourtant n'en manque pas. Quarante ans d'ordre moral, de répression, de censure, d'obscurantisme, d'oppression, de tortures ; la dictature d'un régime appuyé sur une des plus redoutables polices politiques (la PIDE), au service d'une poignée de possédants restés à peu près au stade féodal et longtemps soutenus par le clergé le plus nombreux et le plus réactionnaire qui soit.

Quarante ans : des générations entières de Portugais n'ont connu que cela, et n'ont jamais eu l'espoir d'autre chose : quand le vieux Salazar, devenu gâteux, était obligé de quitter le pouvoir, Caetano lui succédait pour que rien jamais ne change. Seules les catastrophes semblaient pouvoir s'ajouter aux désastres : depuis des années, depuis que le Portugal menait en Afrique la même sale guerre que la France avait faite en Indochine puis en Algérie, les jeunes Portugais étaient condamnés au chômage et à la misère chez eux, suivis de quatre ans de service militaire en Angola ou au Mozambique pour massacrer la population locale avec les armes vendues par la France.

Pour ceux qui refusaient ce sinistre engrenage, il n'y avait pas d'autre solution que la désertion, c'est-à-dire l'exil, la semi-clandestinité, l'exploitation par les « passeurs », par les marchands de travail et les marchands de sommeil, la surveillance soigneusement coordonnée de toutes (ou presque toutes) les polices d'Europe.

Rien ne pouvait arriver qui puisse briser l'épouvantable chape de plomb qui s'était abattue sur le pays, ni même la soulever un peu : d'ailleurs tous les « spécialistes » étaient bien d'accord pour estimer que le « mailon faible » du capitalisme en Europe, c'était l'Italie, la France, l'Irlande, n'importe qui, n'importe quoi, mais pas le Portugal.

Et puis, voilà qu'un général, apparemment conservateur, qui a fait sa carrière contre les mouvements de libération africains, renverse les hommes au pouvoir et à partir de là, rien ne se passe comme on aurait pu s'y attendre. Ce général amnistie les déserteurs, ce conservateur accueille les responsables communistes et socialistes, ce putschiste abolit la censure, rétablit les libertés, prépare une vie politique. Les soldats du contingent participent aux manifestations du 1er mai sans que cela crée une coupure dans l'armée ; et ce peuple, martyrisé pendant quarante ans, au lieu de se venger de ses anciens tortionnaires, s'abandonne au bonheur d'être libre et se prépare à une vie meilleure.

reconstruction

Ce n'est pas d'ailleurs que tous les obstacles aient été renversés et que l'autogestion socialiste soit pour demain au Portugal.

Le pouvoir économique est resté entre les mains de quelques (à peine plus d'une dizaine) grandes familles qui contrôlent tout depuis la terre jusqu'aux usines, en passant par les maisons, les entreprises commerciales, les moyens de transport, les mines ; c'est pour elles que l'armée portugaise se bat en Afrique et elles représentent la seule réalité économique au nom de qui un pouvoir capitaliste puisse gouverner.

En face, tout est à construire : en quarante ans d'interdiction des syndicats autres qu'officiels et d'interdiction des partis politiques, l'organisation de la classe ouvrière, et même les réseaux sociaux ont très largement disparu. Le Parti communiste portugais a réussi à maintenir dans la clandestinité une partie de son organisation ; nos camarades du PRP ont conservé eux aussi des capacités de mobilisation et de formation de militants ; le Parti socialiste portugais pourra regrouper des partisans, mais ce ne seront encore que des embryons d'organisation.

Très vite, des problèmes très difficiles et très graves vont se poser : en Afrique où nos camarades du FRELIMO et du PAIGC vont se trouver devant le même choix que nos camarades algériens en 1958 : ou accepter de négocier avec les nouveaux dirigeants portugais et risquer que leur victoire soit incomplète et remise en cause plus tard, ou demeurer intransigeants mais refaire l'unité de la réaction pour poursuivre la guerre, avec de nouvelles forces et de nouveaux appuis.

nassérisme, gaullisme, ou... ?

Déjà, se forme en Angola, au Mozambique, une mobilisation des colons portugais qui voudront sans doute ressembler à ce que fut l'OAS en Algérie ; et la relève des firmes portugaises s'organise, si nécessaire pour continuer l'exploitation des richesses de l'Afrique. En même temps que la fin de la guerre coloniale se pose la question de l'organisation politique du Portugal ; sur quelles forces sociales pourrait s'appuyer un régime décidé à lutter contre la domination de la bourgeoisie portugaise et contre les firmes multinationales ven-



Spínola : un général...

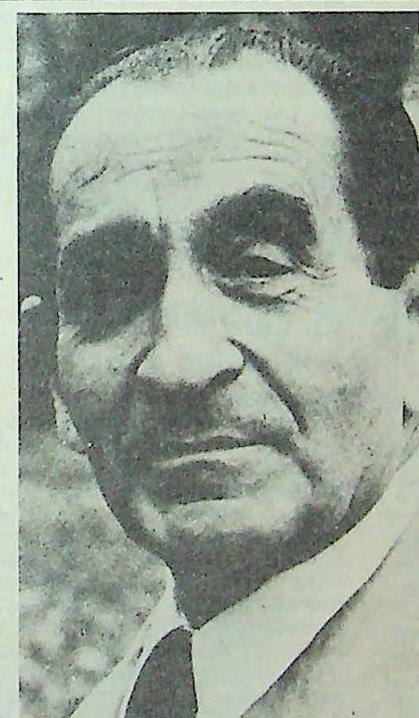
nues chercher au Portugal une main d'œuvre à bon marché ? Comment surmonter quarante ans d'effroyables pressions idéologiques pour permettre à la population portugaise de prendre en mains sa propre destinée ?

Pour l'instant, ce n'est sans doute pas le socialisme que Spínola est en train de construire au Portugal. Du nassérisme ? Peut-être un peu. Du gaullisme ? Il y a aussi de ça. Mais cette formidable explosion de joie, de bonheur, la découverte passionnée d'une liberté que beaucoup d'entre

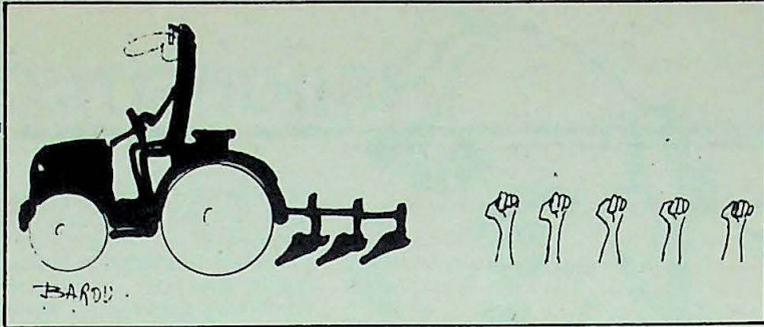
eux n'avaient jamais connue, qu'on avait tout fait pour essayer de leur faire oublier, qu'est-ce d'autre qu'une profonde révolution ? Même si ce n'était que pour un homme, pour celui-là qui s'est agenouillé dans une rue de Lisbonne et qui s'est mis à pleurer pour tout ce que les mots ne peuvent pas dire, parce que sa vie ne se sera pas passée sans qu'il ait vu cela, sans qu'il soit libre un jour, parce que pour une fois, enfin, le fascisme n'est pas passé ; même si ce n'était que pour celui-là, quelle importance si elle n'a pas encore de nom, la révolution qui se fait au Portugal ?

Peut-être ne pourra-t-elle pas, tout d'abord, aller au delà de la garantie de ces « libertés formelles » dont le peuple portugais a été privé pendant quarante ans. Mais c'est précisément de cela qu'il a besoin aujourd'hui pour se donner les moyens d'évoluer vers le socialisme. Il y faudra le soutien et l'appui des travailleurs des autres pays. Ce sont les peuples du Mozambique, de l'Angola, en combattant dans leur pays l'impérialisme, la domination coloniale, les formes de l'exploitation capitaliste auxquelles ils étaient soumis chez eux. Il en va de même pour nous : c'est en combattant le capitalisme chez nous, en renversant demain le régime au pouvoir en France que nous pourrions le mieux aider les travailleurs portugais à faire de cette révolution une victoire du socialisme.

Bernard JAUMONT ■



Pierre
Mendès France
CHOISIR
Stock



les paysans à droite ?

Les paysans votent en majorité pour la droite. C'est du moins ce que disent les sondages, et cela est conforme à leur soutien traditionnel à la bourgeoisie.

Et pourtant les paysans sont des travailleurs manuels, exploités, parfois plus durement que les ouvriers, gagnant souvent moins que le SMIC pour un travail de 10 à 12 heures par jour.

Comment cela peut-il se faire ? Pourquoi les colères paysannes ne se sont-elles pas encore transformées en une prise de conscience politique ? Qu'est-ce qui pousse les paysans à prolonger eux-mêmes leur propre exploitation ?

la peur

Depuis 150 ans, la bourgeoisie a toujours su se ménager le soutien de la paysannerie. Face à la montée du mouvement ouvrier à la fin du siècle dernier, elle a été contrainte d'accorder des avantages, au demeurant mineurs, aux paysans électoralement indispensables. Que ceux-ci fassent défaut, comme au premier tour en 1965, et de Gaulle lui-même est mis en ballottage.

Aujourd'hui, rien n'a changé dans l'ensemble : les paysans continuent de voter plutôt à droite, malgré la rogne quotidienne à l'égard du gouvernement. Vote de refus plus que de soutien. Il reste en effet impossible à de nombreux paysans de voter pour ou avec les communistes.

La peur de perdre la propriété de la terre, celle de la collectivisation de la production, sont aussi des facteurs puissants. Pourquoi ces réactions gardent-elles une telle force ? Les paysans se considèrent en majorité comme des petits entrepreneurs ; ils en ont gardé l'idéologie (attachement aux valeurs chrétiennes, individualisme, sentiment d'être différents des urbains...).

La bourgeoisie appuie à fond là-dessus. La télévision, par exemple,

est un instrument privilégié pour entretenir cette mentalité qui relaie en partie les notables et les curés traditionnels.

Cependant, il est de plus en plus difficile de masquer les effets de la transformation de la société et de l'économie sur le monde rural. Et ces effets vont à l'encontre des valeurs défendues. Ils les sapent à la base.

Ce qui change, c'est la disparition des vieux, le départ des jeunes, c'est-à-dire pour de nombreuses régions la « désertification ». Ce sont les horaires de travail qui s'allongent, et les dettes de plus en plus lourdes. C'est l'empire croissante des firmes d'approvisionnement (aliments du bétail, engrais, etc.) et de commercialisation (laiteries, marchands de bestiaux, coopératives de vente, etc) et c'est la différence de niveau de vie qui va s'accroissant avec le cousin — ou le fils qui est parti à la ville.

du tiers à la moitié

Une minorité importante des agriculteurs a désormais pris conscience de son exploitation. Une partie plus large encore est mécontente. A tous ceux-ci, la droite fait des promesses éculées. Écoutons Giscard : « **L'organisation des marchés et la modernisation des exploitations seront donc les deux piliers de ma politique économique agricole** ». En clair, cela signifie que les subventions « **bâtiments d'élevage** », les plans de développement, les primes à la quantité, les primes de froid, les prêts bonifiés, les aides sélectives de toutes sortes seront encore plus réservées à la minorité des paysans déjà les plus fa-

vorisés. C'est, en allant encore plus vite dans le massacre de la petite paysannerie, le maintien de la politique actuelle.

Les paysans doivent ouvrir les yeux. Seule l'alliance avec les autres travailleurs peut permettre une politique agricole leur donnant la priorité sur les firmes d'aliments, les laiteries, les vétérinaires et les entreprises multinationales.

Le tiers des paysans ont apparemment voté Mitterrand dès le

premier tour. Il est très important, et pour les forces populaires et pour les paysans eux-mêmes, qu'au second tour ce tiers devienne la moitié des électeurs paysans.

Nous en appelons aux militants paysans du PSU et à ceux des Paysans-Travailleurs. Qu'ils ne négligent pas la bataille électorale du deuxième tour. Plus que jamais depuis 25 ans, le vote du 19 mai sera un vote de classe.

Hector COIRON ■

Quel culot !

Monsieur Collet, président de la si digne assemblée permanente des Chambres d'agriculture, nous a envoyé une lettre qui nous a enfin révélé son choix fondamental. Écoutons-le conclure : « Collectivisme d'un côté, liberté dans l'organisation de l'autre. Du choix personnel de chacun d'entre vous, dimanche 5 mai, dépendra la figure de la France de demain et par conséquent l'avenir de vos enfants ». Ce qu'il présente dans les aspirations des agriculteurs baffoue les aspirations réelles des travailleurs. Il ose en faire l'éditorial de « l'Opinion Agricole ». De l'opinion de qui s'agit-il ? Sûrement pas celle des paysans de Juvigné (Mayenne) que six cars de CRS ont, sur ordre du préfet, évacués, le 23 avril, d'une exploitation où ils soutenaient l'installation d'un jeune ménage face à un cumulard.

Pendant que le candidat Giscard se fait l'apôtre de l'égalité et de la justice, on voit ce qui se passe : la volonté collective de donner un travail à ceux qui en ont besoin n'est pas respectée et est même réprimée avec violence. Ceux-là même qui organisent cette répression ont le culot de parler de justice ! Ceux-là même

qui sont là, en principe pour défendre les intérêts des travailleurs agricoles ont le culot de cautionner une telle politique et désirent ardemment qu'elle se prolonge.

Il est bien évident qu'on ne peut plus faire confiance à ces hommes à plusieurs visages, prêts à tourner leur veste au gré du vent.

Par la victoire de François Mitterrand, la voie sera ouverte pour qu'enfin les paysans et les salariés agricoles puissent exprimer leur désir de vivre dignement sans subir les drames quotidiens. Mais les mesures que le candidat de la gauche a énoncées succinctement dans sa conférence de presse sur les problèmes agricoles doivent avoir un prolongement. Face aux « notables de la considération » qui ne manqueront pas de vouloir conserver leur pouvoir et trahir les espérances qui naissent, les travailleurs auront à se battre pour imposer un contrôle populaire sur toutes les activités qui concernent la collectivité, ce contrôle populaire étant la première étape vers le socialisme autogestionnaire.

H. C.

● **Travailleurs pakistanais - Paris** : le ministre Gorse a cédé sur l'essentiel et promis beaucoup aux 30 travailleurs pakistanais et mauriciens qui avaient fait la grève de la faim en avril. Mais ils veulent que ces mesures (accès à la FPA, obtention de cartes de travail et de séjour, hébergement, etc...) soient étendues à tous les « clandestins » ou « irréguliers ». Ils ont occupé la direction départementale de la main d'œuvre mercredi matin et ont été chassés sans ménagements le jour même. Leur lutte continue.

● **Ste-Marie de l'Assomption** : religieuses à poigne pour plusieurs hôpitaux psychiatriques, situés près de Rodez (siège

social de la maison : Chamallières). Prison-usine pour malades incurables. Remède de rééducation musculaire : apprendre quatre gestes pour fabriquer des paniers de fraises. Salaire journalier : 2 F 50. Ordre, discipline, hiérarchie, répression, sanctions, c'est la devise à Ste-Marie de l'Assomption. Grève illimitée, depuis le 2 mai, des travailleurs, avec occupation des locaux, menée par la CFDT qui est jugée par les religieuses « pas très catholique » !

● **Usinor Longwy** : vers l'autogestion — Depuis le 4 avril, grève des tôliers. Production bloquée. Grande unité des travailleurs de toutes nationalités. Revendications : re-

jet des décisions arbitraires, contrôle des cadences et de la production, révision des classifications, avantages concernant le taux de change pour les frontaliers et immigrés, repos le dimanche après-midi.

● **Salamander, Romans** : à nouveau occupation de l'usine depuis le 2 mai. Tout ne marchait pas sur des roulettes, le plan Bidegain avait des trous aux semelles (réembauche, stages incertains). Un fonds de solidarité est ouvert (Crédit Mutuel de Romans (26) Comité d'Entreprise Salamander « solidarité Salamander »).

● **SEMM, Trignac/St Nazaire** : accords contestés par les travailleurs. La direction

refuse les deux mois de préavis sous prétexte de reconstitution des stocks. A la fermeture de l'usine et l'évacuation, 2 000 travailleurs ont manifesté le 2 mai. La direction rouvre l'usine le 8 mai.

● **Cables de Lyon, Clichy** : grève des « caristes » conducteurs de chariots depuis le 26 avril. « Notre mouvement n'est pas un caprice », disent les grévistes. Conditions de travail infernales (fait que ça roule !), provocations de la direction cherchant à retirer aux travailleurs leur outil de travail, louant des chariots à l'extérieur, les faisant conduire n'importe comment par n'importe qui. Sécurité, salaires, droit de grève : la lutte continue...

sur le bonheur d'avoir un corps...

● **LE PAYS DE MON CORPS**, film suisse d'Agnès Contat et Claude Champion-cinéma « Le Quintette », Paris.

Un film sur le bonheur d'avoir un corps, un film clair comme un regard d'enfant. On oublie, à la projection, grâce au talent des réalisateurs Agnès Contat et Claude Champion, grâce à cette douce lumière qui éclaire les visages, que nous avons devant nous des enfants qui présentent des troubles mentaux ou physiques. Les auteurs ont ici pris tout le temps d'expliquer, d'exposer intelligemment les méthodes de rééducation psychomotrices, afin de rendre à l'enfant sa joie de vivre,

en laissant, comme le dit Alain Tanner, « le temps aux images ».

Retards scolaires, troubles psychomoteurs associés à la débilite mentale, maladresse, troubles de l'équilibre, de l'écriture, de la lecture, gaucherie contrariée, bégaiement, tics, énurésie, etc., ils sont de plus en plus nombreux, ces enfants, à être « mal dans leur peau », parce qu'on n'a pas su leur garder « le plaisir d'avoir un corps : un corps qui se meut, qui joue, qui communique ».

« Le corps, dit Agnès Contat, est tellement mal placé dans notre société, on en parle si peu que lorsqu'on en parle, c'est forcément érotique ou porno ». Avec Claude Champion, elle a voulu montrer que le corps était

notre bien le plus précieux. Or, les conditions actuelles de la vie empêchent souvent tout épanouissement corporel : appartements trop petits et trop sonores où les enfants n'ont pas de place pour bouger, des pelouses interdites, de trop longues heures assis à l'école.

« Nous nous occupons des gens, ils ont le droit de savoir pourquoi leurs enfants ne vont pas bien, pourquoi il est nécessaire de les laisser essayer leur corps, leurs gestes, leurs cris, manipuler des objets, jouer avec leur mère ». Habituellement, ces démonstrations se font entre spécialistes et ne dépassent pas les frontières de la médecine et de l'enseignement. Le film, lui, ramène « à quelque chose de beaucoup plus authentique et une manière de faire connaître notre travail », nous confie Agnès Contat.

Psychomotricité, psychothérapeutes, mots mystérieux et parfois terrifiants pour les parents. Confusion, ignorance, inquiétudes sur cette profession et les méthodes employées : « il fallait une bonne fois s'expliquer là-dessus et rendre compte de la pratique de notre travail », et c'est pour cela que ce film a été réalisé. Son but : dédramatiser,

vis-à-vis des parents, informer un corps enseignant formé en vue d'éduquer des enfants normaux et déconcerté par les problèmes posés par les enfants très perturbés.

Agnès Contat s'élève contre cette idée « que l'on fait tout pour l'enfant ». Cette « grande phrase n'est pas vraie ». En effet, bien trop souvent les problèmes de rééducation, de réadaptation sont livrés au domaine privé, à la bonne volonté et au dévouement de quelques personnes ayant reçu une formation insuffisante, afin de pallier la carence des pouvoirs publics.

Pour le public, ce film vise à lui « réapprendre quelque chose, faire craquer en eux des choses ». Ce film passe actuellement à Paris, bientôt sans doute en province. Allez le voir, vous découvrirez peut-être, vous aussi, quelque chose dans ce voyage au cœur de cette « petite île de plaisir » que les psychothérapeutes suisses bâtissent pour les « enfants paumés ».

Françoise CLAIRE ■

● A l'attention des associations de parents d'élèves, d'enseignants, il est possible de prévoir, avec la participation d'Agnès Contat, des débats sur le film et la psychothérapie. S'adresser à TS, qui transmettra.

la psychomotricité

La pratique de la thérapie psychomotrice (éthymologiquement âme et mouvement) exige de nombreuses connaissances médicales, l'amour du métier (car les malades traités sont souvent difficiles), de l'intuition et de la psychologie.

Or, bien que depuis 1962, la faculté de médecine ait reconnu l'importance de la profession et créé un enseignement de la rééducation psychomotrice, et malgré de nombreuses tables-rondes, réunions, commissions d'experts, aucun statut n'a encore été rigoureusement établi. Sans cesse remis en question par des changements de ministère et toute une bureaucratie stérilisante, on arrive en 1974 sans que le recrutement, les diplômes nécessaires, la profession et sa garantie n'aient été réglés. C'est donc 3 500 personnes qui demeurent dans l'incertitude de l'avenir, alors que l'enfance inadaptée est si préoccupante et demande de plus en plus de personnel qualifié.

Regroupé en Syndicat National des rééducateurs en psychomotricité, le personnel demande :

— la transformation de l'actuel certificat de capacité en un diplôme d'Etat afin que les études soient organisées sur un plan national ;

— une réforme de ces études, car une haute qualification est nécessaire au rééducateur, formation telle qu'il ne nécessite ni encadrement, ni contrôle constant ;

— un statut professionnel, car actuellement, n'importe qui peut s'arroger le droit d'exercer cette profession ;

— le remboursement des actes de psychomotricité par la Sécurité sociale.

D'autre part, les rééducateurs signalent que « dans la majorité des cas, la rémunération de cette catégorie d'auxiliaires médicaux ne correspond pas à leur travail et les dévalorise nettement par rapport aux autres catégories professionnelles ».

● pour en savoir plus : un livre de vulgarisation, *L'adaptation des enfants handicapés physiques*, par André Tranoy - ed. Casterman poche (9 F) : bien fait, clair, accessible à tous.

Un livre pédagogique : *L'enfant face au monde* par Pierre Vayer - ed. Doin.

TEP
direction guy rorato théâtre national

du 5 avril au 15 mai **MILAN KUNDERA**
LES PROPRIÉTAIRES DES CLÉS.
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

les disques ALVARÈS annoncent :

du 1er au 22 mai

au théâtre MOUFFETARD

76 rue Mouffetard - M° Place Monge - Tél. 336.02.87



récitation

Jacques BERTIN

OFFRE SPECIALE AUX LECTEURS DE T.S

Vous pouvez vous procurer les disques de Jacques BERTIN en retournant ce bon aux Editions SYROS 9 rue Borromée - 75015 PARIS

Récital n° 1		
n° 2		
n° 3	21 F (au lieu de 26 F)	
Récital n° 4		
n° 5	24 F (au lieu de 30 F)	

Veillez trouver ci-joint, la somme de F en règlement des disques marqués d'une croix.

Nom

Prénom

Adresse



étrange...

Un ministre, nommé Valéry Giscard d'Estaing, pendant onze ans de responsabilité ministérielles, favorise un système fiscal injuste et laisse se développer une inflation incontrôlée dont les conséquences sont d'accroître considérablement les inégalités sociales et de creuser l'écart entre les revenus et le niveau de vie des Français...

... mais un candidat, nommé Valéry Giscard d'Estaing, promet, s'il est élu, de s'attaquer en priorité au problème des injustices sociales, en resserrant l'éventail des salaires et des revenus dans notre pays.

Etrange...

Un ministre, nommé Valéry Giscard d'Estaing, laisse toute liberté aux grandes entreprises capitalistes, françaises ou multinationales d'accroître sans contrôle leur développement et leur profit au détriment de l'environnement et de la qualité de la vie...

... mais un candidat, nommé Valéry Giscard d'Estaing, proclame que la qualité de la vie est un problème essentiel et qu'on ne peut choisir une croissance effrénée et incontrôlée.

Etrange...

Un ministre, nommé Valéry Giscard d'Estaing, se refuse systématiquement à utiliser les moyens de contrôle économique dont dispose un Etat pour faire échec à la spéculation et préserver l'autonomie de notre pays dans des secteurs clés, comme celui des ressources en énergie...

... mais un candidat, nommé Valéry Giscard d'Estaing, se déclare convaincu que le rôle d'un président de la République est de lutter contre le désordre monétaire international et d'assurer à la France les moyens économiques de son indépendance.

ETRANGE : LE CANDIDAT VALERY GISCARD D'ESTAING PROMET DE FAIRE TOUT LE CONTRAIRE DE CE QU'A TOUJOURS FAIT LE MINISTRE VALERY GISCARD D'ESTAING !

Comment se faire une opinion ? En écoutant les promesses du candidat Giscard d'Estaing, ou en regardant et en jugeant l'action du ministre Giscard d'Estaing ? Faut-il croire son bon sourire qui nous parle de liberté, ou examiner de plus près les hommes qui l'entourent : les néo-nazis d'Ordre nouveau, les anciens de l'OAS, les racistes de Minute, les barbouzes des SAC, des CDR, de la CFT ?

ALORS, LE CHOIX EST CLAIR :

Il n'est pas d'autre espoir possible pour les travailleurs que celui qui se trouve porté aujourd'hui par la gauche. Non parce que la victoire de François Mitterrand résoudra magiquement tous les problèmes.

Mais parce que pour la première fois depuis longtemps, les travailleurs, les usagers, les consommateurs pourront commencer à prendre en mains leurs propres affaires, sans rencontrer constamment l'opposition résolue d'un gouvernement au service des intérêts économiques d'une minorité de la population.

La victoire de la gauche est la condition de la mise en œuvre d'une autre politique et de la marche vers une autre société.

C'est pourquoi le PSU vous appelle tous à voter le 19 mai pour **FRANÇOIS MITTERRAND**, candidat unique de toute la gauche.

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

redoublez d'efforts :
FAITES DES ABONNEMENTS !

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F

(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65